

Service Protection Animale
Pôle environnement

Dijon, le 21/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL PARC DE L'AUXOIS

M. MUTTER Eric
ROUTE DEPARTEMENTAL 905
21350 ARNAY SOUS VITTEAUX

Références :DDPP21 2022 00515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement SARL PARC DE L'AUXOIS implanté M. MUTTER Eric ROUTE DEPARTEMENTAL 905 21350 ARNAY SOUS VITTEAUX. L'inspection a été annoncée le 21/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PARC DE L'AUXOIS
- M. MUTTER Eric ROUTE DEPARTEMENTAL 905 21350 ARNAY SOUS VITTEAUX
- Code AIOT dans GUN : 0052100021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc de l'auxois est parc zoologique. L'activité est classée sous la rubrique 2140 des installations classées et relève du régime de l'autorisation. Il a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 aout 1998.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consommation en eau
- gestion des effluents
- analyses de fonctionnement de la station d'épuration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Absence de plan d'épandage, cahier d'épandage incomplet et absence d'analyses sur les sorties de rejets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
disposition relatives à la protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 13	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	/	Sans objet
disposition relatives à la protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11	/	Sans objet
disposition relatives à la protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 13	/	Sans objet
disposition relatives à la protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 13	/	Sans objet
Notification de changement notable	Code de l'environnement du 18/09/2000, article R181-46	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
disposition relatives à la protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11	/	Sans objet
disposition relatives à la protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de plan d'épandage, cahier d'épandage incomplet et absence d'analyses sur les sorties de rejets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66
Thème(s) : Élevage, Stockage des effluents
Prescription contrôlée : Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté. Ces dispositions ne s'appliquent pas si les fumiers sont remis dans les meilleurs délais à un établissement spécialisé dans le traitement des effluents. Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.
Constats : Absence d'aire cimentée pour le stockage des fumiers avec présence de jus vers le stockage. Le parc de l'auxois a effectué une demande de permis de construire pour la mise en place d'une fumière couverte. Les fumiers sont épandus sur de la prairie permanente.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : disposition relatives à la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11
Thème(s) : Élevage, Eaux
Prescription contrôlée : consommation: l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Le prélèvement d'eau est effectué sur le réseau public et dans un puits, et pour approvisionner les mares dans la rivière la Brenne. L'ouvrage de prélèvement sur le réseau public doit être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent afin d'éviter des retours dans le réseau public. Toutes les installations d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
Constats : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la consommation en eau en vérifiant les compteurs mensuellement.(prévention des fuites) Le prélèvement en eau est effectué sur le réseau public d'Arnay sous Vitteaux, une source de Villeferry avec convention avec la commune et un puits privé. La source de Villeferry et le puits privé ne sont pas équipés de clapet anti retour. Tout les équipements sont dotés d'un système de mesure. Volume consommé sur le réseau public d'Arnay sous Vitteaux: 2019: 633 m3/an - 2020: 555 m3/an Volume prélevé sur Villeferry: 2200 m3/an
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : disposition relatives à la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11
Thème(s) : Élevage, Eaux usées
Prescription contrôlée : Les fosses septiques sont vidangées en tant que de besoin, et au moins une fois par an, par une entreprise spécialisée. Un contrat d'entretien et de maintenance pour la micro station d'épuration sera passé avec une société spécialisée. Ce contrat devra impérativement prévoir une visite systémique de la société mandatée avant et après les périodes d'affluence ainsi que durant l'été. La micro station d'épuration sera vidangée en tant que de besoin et au moins une fois par an par une société spécialisée. Les boues seront acheminées sur un site de traitement autorisé, ou bien épandues. Dans ce deuxième cas, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none">- faire réaliser une étude préalable de l'innocuité et de la valeur fertilisante des boues ;- présenter un plan d'épandage des boues, basé d'une part sur l'étude ci-dessus, et d'autre part sur une étude agropédologique et hydrogéologique de l'aptitude des sols à l'épandage ;- faire réaliser l'épandage conformément à la réglementation en vigueur (respect des interdictions d'épandage, tenue d'un cahier d'épandage, ect....) Les comptes rendus de visites de contrôles, les factures de vidanges ainsi que les résultats d'analyses éventuels seront tenus à la disposition de l'administration.
Constats : Les vidanges de la station d'épuration sont effectuées par la société GODARD. La dernière vidange a été effectuée en aout 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : disposition relatives à la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 11
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : La canalisation de rejet doit comporter un dispositif de prélèvement d'échantillons représentatifs, pour mesures et analyses. L'exploitant fera réaliser à ses frais au moins un contrôle annuel, au cours des mois de juillet ou août, par un laboratoire agréé, portant sur les paramètres DCO, DBO5, MES et pH. Les résultats de ce contrôle seront adressés par l'exploitant à l'Inspecteur des Installations Classées, au service chargé de la police des eaux (Direction Départementale de l'Équipement), et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Les valeurs limites des rejets sont : MES 30mg/l, DBO5 40 mg/l, DCO 125 mg/l, pH 5,5-8,5
Constats : Absence d'analyses réalisées par l'exploitant. Des analyses de fonctionnement de la STEP sont effectuées par la société SESEN 2 fois par an, les paramètres DCO, DBO5, MES et pH ne sont pas vérifiés. Aucune analyses n'a été réalisées depuis plusieurs années.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : disposition relatives à la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 13
Thème(s) : Élevage, Déjections animales
Prescription contrôlée : Les abris des animaux doivent être correctement paillés. Les fumiers doivent être enlevés au moins une fois par jour et les lisiers des bâtiments d'élevage des pigeons au moins une fois par mois. Ils sont déposés sur une remorque d'épandage de 6m ³ et épandus avant que la remorque ne soit pleine sauf de mars à juin, mois pendant lesquels les fumiers et lisiers doivent être stockés sur une aire étanche de capacité adaptée. Le stockage doit être effectué à plus de 50 mètres des habitations des tiers et à plus de 35 mètres des points ou cours d'eau.
Constats : Absence de stockage sur une aire étanche. Le stockage est effectué sur prairie, vers le parc des lions, éloignés des tiers et des cours d'eau. Les abris des animaux et les nettoyage des bâtiments n'ont pas été contrôlés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : disposition relatives à la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 13
Thème(s) : Élevage, Déjections animales
Prescription contrôlée : Les fumiers et lisiers doivent être épandus de juillet à février, conformément aux indications du plan d'épandage inclus dans la demande d'autorisation d'ouverture et à la réglementation en vigueur. Les mares doivent être régulièrement curées, au moins une fois par an. Les boues de curage devront être épandues directement conformément aux dispositions ci-dessus.
Constats : Absence de plan d'épandage à jour. Les mares ne sont pas curées, pas d'épandage des boues issues de celles-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : disposition relatives à la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1998, article 13

Thème(s) : Élevage, Déjections animales

Prescription contrôlée :

Un cahier d'épandage mentionnant les dates d'épandage, les volumes de fumier lisier et boues épandus, et les parcelles réceptrices, est constamment tenu à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Constats :

Le cahier d'épandage a été présenté à l'inspection mais il n'est pas complet et ne présente pas la quantité d'azote dans le fumier et le volume épandu.

Le parc étant en zone vulnérable nitrate il doit donc détenir un plan de fumure prévisionnel comme mentionné dans l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, celui ci ne nous a pas été présenté. Suivant la directive nitrates une analyse annuelle de reliquat azoté en sortie d'hier doit être réalisée sur un des ilots épandus.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Notification de changement notable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/09/2000, article R181-46

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

Absence de notification des modifications malgré les demandes de permis de construire. Une nouvelle demande d'autorisation environnementale est attendue par l'inspection du fait de l'agrandissement du parc liée à la création d'une zone Afrique.
Pour l'enclos des girafes un porter à connaissance est attendu.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-69

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Absence d'accident ou d'incident récent

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

